



## **AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Selon un missionnaire carme, « la Centrafrique risque un nouveau bain de sang »**

Bangui (Agence Fides) – « La situation en République centrafricaine est partout très tendue » écrit à l'Agence Fides le Père Aurelio Gazzera, missionnaire Carme qui vient de rentrer de Bangui et se trouve à Bozoum, où il vit et œuvre. Dans la capitale, le Père Gazzera a participé à une session de la Caritas à laquelle participaient les responsables de l'ensemble des neuf Diocèses du pays.

Le missionnaire a ainsi pu recueillir des informations directes sur les différentes zones de Centrafrique.

« A Bossangoa – où les affrontements de la fin du mois de septembre entre les membres de la coalition Seleka et des groupes armés liés à l'ancien Président Bozizé ont contraint la population à la fuite (voir Fides 21/09/2013) – on compte encore 41.000 évacués dont 34.000 dans la concession de la Cathédrale. A Bangui, la capitale, depuis plus d'une semaine, des affrontements ont lieu chaque jour, toujours dans des quartiers différents. Ils se soldent par des morts – tués par les rebelles de la Seleka – et par des réactions de la part de la population » indique le Père Gazzera.

« A Bangui, j'ai pu rencontrer un certain nombre de cadres importants de certaines institutions et tous sont très préoccupés parce qu'ils s'attendent à quelque chose d'un jour à l'autre. Certains signalent des signes clairs de préparation de départ de ministres du gouvernement » poursuit le Père Gazzera.

Le missionnaire avance quelques hypothèses permettant d'expliquer la montée de la tension. « En premier lieu – observe-t-il – le 27 novembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU devra se prononcer sur l'éventualité d'une intervention en Centrafrique. Cette dernière pourrait être plus que l'envoi d'une simple force d'interposition parce que tous ont fait appel au chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui ouvre la route à une intervention armée avec la possibilité de faire usage de la force (comme en RDC) ». Seront appelés à agir les 3.600 militaires des pays d'Afrique centrale qui devraient débiter leur mission dans le cadre de la MISCA en décembre.

A cela viennent s'ajouter « les réactions toujours plus nombreuses concernant les crimes des rebelles de la coalition Seleka, se concrétisant au travers de la constitution de formations, connues sous le nom d'antibalaka, composées de civils exaspérés par les comportements des rebelles. Les antibalaka ont déjà opéré à Bossangoa, à Bouar et ailleurs ».

« Enfin – déclare le Père Gazzera – la dissolution de la coalition Seleka, annoncée par le Président Djotodjia, n'a eu aucune répercussion mais a, au contraire, accentué l'énervement des rebelles ».

« La conséquence de ces facteurs est le fait que de nombreux rebelles semblent s'activer afin de dérober le plus possible et de partir au bon moment. On craint également – et cela est plus que possible – un bain de sang lié à l'élimination d'éventuels témoins et de personnalités qui, d'une manière ou d'une autre, ont réagi ou dénoncé les crimes de ces huit derniers mois » conclut le missionnaire. (L.M.) (Agence Fides 18/11/2013)